

LA NOTE EPSY N° 57 UNE FIN D'ANNEE INCERTAINE

EPSY vous adresse régulièrement son analyse de l'évolution du climat social.

EPSY est un cabinet d'audit social, spécialisé dans l'accompagnement du changement et dans la veille sociale.

Nous sommes à votre disposition pour vous présenter plus en détail nos champs de compétence et nos outils de diagnostic.

Votre contact : Jean-Claude DUCATTE

Le premier semestre 2006 a été marqué par **une agitation sociale importante qui a eu finalement peu de conséquences sur une activité économique en reprise**. En effet, l'agitation a été **principalement orientée contre l'action gouvernementale**. **Dans les entreprises, la situation a été beaucoup plus calme, à l'exception notable de GDF** pour cause de privatisation, ou des **hôpitaux** en raison de "*la grogne*" persistante des médecins et des personnels hospitaliers.

Ainsi, le nombre de manifestants et de manifestations - tous secteurs et crises étudiantes inclus pour cause de Contrat Première Embauche (CPE) **n'a jamais été aussi élevé depuis dix ans**. **Inversement le nombre de conflits et d'heures perdues dans le secteur privé n'a jamais été aussi faible** sur la même période !

Les causes de ce paradoxe et les risques sont-ils identiques ou vont-ils changer de nature, pour cette fin d'année marquée par le lancement de la campagne présidentielle ?

1. DES SYNDICATS EN RECHERCHE...

La mobilisation syndicale, en cette rentrée, apparaît très affaiblie alors même que les syndicats avaient été capables de faire reculer le Gouvernement sur son dispositif en faveur de l'emploi de la jeunesse. Rappelons **qu'avant l'été, les syndicats anticipaient de se mobiliser à nouveau contre le Contrat Nouvel Embauche (CNE) avec "au moins la même ardeur" que précédemment...**

Ce discours martial ne s'est pas traduit dans les faits en raison **d'une absence de mobilisation des étudiants, de leurs syndicats et de la rupture du front syndical uni** : la CFDT "*embarquée un peu malgré elle dans le CPE*" a décidé de se désolidariser des autres centrales et d'agir seule contre le CNE.



L'absence de nouvelle mobilisation syndicale est-elle liée à la seule rupture de leur unité et cette situation va-t-elle perdurer ?

L'unité syndicale apparaît comme un pré-requis, à l'exception des secteurs ou entreprises où un seul syndicat est largement majoritaire. Mais, à y regarder de plus près, **le conflit contre le CPE n'était pas une mobilisation contre le chômage, mais plutôt une mobilisation contre une certaine forme d'accès à l'emploi dans le secteur privé.**

Et c'est la dimension "*précarisation*", mise en avant par les syndicats, qui a suscité cette forte mobilisation et contribué à réintégrer les entreprises dans leurs champs revendicatifs. Rappelons également que, peu de temps avant, c'étaient les conditions d'utilisation et de rémunération des stagiaires en entreprise qui avaient fait polémique...

Imperceptiblement, aux revendications sociales "*existentielles*" se sont substituées de nouvelles revendications, à caractère qualitatif et statutaire¹.

En d'autres termes, **la contestation sociale se déplace de la lutte pour l'emploi à une revendication sur sa qualité et son statut² sur fond d'amélioration économique et de diminution du nombre des demandeurs d'emploi.** En renvoyant le CNE à des jours plus propices les syndicats l'ont bien compris, même la CGT...

La confirmation de cette évolution de l'action revendicative trouve un appui dans les études d'opinion où, **pour la première fois depuis plus d'une dizaine d'années, les préoccupations concernant le pouvoir d'achat dépassent largement celles concernant l'emploi³** et ce, toutes catégories sociales confondues.

De fait, c'est un "*boulevard*" qui s'ouvre aux revendications sur le pouvoir d'achat, d'autant plus que les entreprises ont développé des systèmes de rémunérations et d'avantages complexes et qui leur sont spécifiques.

De quoi parle-t-on : Du fixe ? De la rémunération globale ? Celle-ci peut intégrer incentives commerciales, primes exceptionnelles individuelles ou collectives (ex. Prime Villepin), intéressement et participation en rémunération différée. Une complexité qui rend ces systèmes peu lisibles, difficilement comparables et forcément suspects.

¹ Pour la première fois le nombre de salariés prêts à s'impliquer dans un conflit social est plus important lorsqu'il s'agit de se mobiliser sur les rémunérations que sur l'emploi. Même s'il ne s'agit que de déclaratif, cette évolution significative se doit d'être prise en compte.

² Par qualité du statut, il faut entendre condition de vie au travail et rémunération.

³ Indicateur encore plus précis, le pourcentage de salariés prêt à s'engager dans un mouvement social est plus important lorsqu'il s'agit de défendre le pouvoir d'achat que l'emploi !



Dans ces conditions, les entreprises privées qui avaient été épargnées par les mouvements sociaux des dernières années se retrouvent, malgré elles, au centre de ce nouveau débat social.

Et parmi ces dernières, celles qui avaient préservé ou augmenté leurs effectifs voient banalisées l'attractivité et la différenciation qu'elles avaient pu promouvoir au cours de la période précédente ...

2. UN MONDE POLITIQUE EN VERVE...

Pendant la même période, les principaux candidats à l'élection présidentielle se sont mis en campagne. A cet égard, il est significatif de constater – pour ceux qui comptent – qu'ils ont **tous adopté un discours similaire sur "le désarroi des classes moyennes", à la fois en termes de place dans la société, comme le défend Louis Chauvel, auteur du livre "Les classes moyennes à la dérive", mais aussi de sur-pression fiscale et de "mal" rémunération...**

Ces discours sont très médiatisés. Ainsi, par exemple, le Figaro Economique⁴ décrit **"l'angoisse d'une génération" qui serait assurée de vivre plus mal que celle de ses parents.** L'analyse serait légitimée par la dernière étude de l'INSEE sur les salaires (1998-2004), qui fait apparaître des progressions très contrastées⁵, mais aussi **un ralentissement notable des évolutions de carrières, alors que beaucoup ont cru à la promesse de l'ascenseur social, pour avoir fait des études longues.**

Les syndicats entendent profiter à plein de cette conjoncture favorable et du crédit implicite que leur donnent les politiques.

Ainsi, est-ce un hasard, si la CGC fait paraître les résultats de ses études sur les rémunérations⁶ de l'encadrement et sur "la progression" du stress au travail⁷ dans lesquelles l'entreprise apparaît comme responsable de tous les maux ?

⁴ Source : *Le Figaro Economique*, 12 octobre 2006

⁵ 16,8% des salariés sont payés au SMIC en 2004 contre 12,8% en 1998, 40% des salariés touchent 1 à 1,5 fois le SMIC et l'épargne salariale augmenterait les écarts de salaires.

⁶ Plus de 6 cadres sur 10, selon cette organisation auraient perdu du pouvoir d'achat en 2005, et un sur deux (cela est pour le moins paradoxal) ne serait pas satisfait de sa rémunération. En contre point, cette étude mentionne que 63% des cadres de moins de 30 ans ont eu une augmentation et que les augmentations collectives et individuelles et collectives seules progressent au détriment des augmentations individuelles seules...

⁷ Pour la CGC, les origines du stress sont : "des objectifs de direction peu réalistes (42 %), le manque de temps pour réaliser son travail (59 %), l'accélération des rythmes de travail (84 %), l'accroissement de la charge de travail (78 %), le manque d'information sur la stratégie de l'entreprise (39 %), laquelle n'entraîne qu'une adhésion relative (62 %), le peu de reconnaissance des efforts (46 %) mal rétribués (70 %), le manque de perspectives de carrière (49 %)..." Et 82 % des cadres estiment que le stress n'est pas pris en compte par l'entreprise".



De son côté, le Gouvernement n'est pas en reste. Dès août, le Premier Ministre avait évoqué *"le malaise que ressentent beaucoup de nos compatriotes sur le plan des revenus"*. L'augmentation de la Prime pour l'emploi (PPE) et la création du chèque transport sont sans conteste des éléments de réponse à ce diagnostic.

Outre le risque d'un développement rapide de revendications sur les rémunérations par les syndicats, c'est une *"boite de Pandore"* qui peut s'ouvrir sur toutes les formes possibles d'amélioration du pouvoir d'achat. Ainsi, nous observons déjà les premiers tracts syndicaux demandant aux entreprises de mettre en place le Chèque Emploi Service Universel (CESU) *"pour permettre aux salariés d'être plus sereins au travail, notamment les femmes..."*.

Pour tous, les responsables de cette situation seraient l'Etat et les entreprises ou inversement, selon la sensibilité politique !

Une seule chose est certaine : la problématique des rémunérations va être au cœur des revendications individuelles et collectives dans les mois à venir. Les convergences sont fortes et doivent prendre aussi en compte :

- **Les déçus des 35 heures, et plus particulièrement l'encadrement moyen**, qui ont vu leur rémunération bloquée ces dernières années,
- Les frustrations de la frange des **non possédants**, dans un contexte d'envolée des prix de l'immobilier,
- La pression exercée par l'augmentation du SMIC sur les salaires intermédiaires, écrasant de fait les différences de compétences,
- **La reprise économique**, parallèlement au **renouvellement des générations du "baby boom"** : c'est le risque d'une tension sur les salaires à l'embauche, mais aussi chez les plus anciens qui ne comprendraient pas d'être sacrifiés sur l'autel du *"jeunisme"*,
- **Le contexte électoral** propice à l'instrumentalisation des acteurs sociaux.

Dans la situation instable que nous allons connaître dans les mois à venir, le meilleur moyen pour les entreprises de minimiser leur risque social est de s'approprier une communication sociale trop souvent captée par les partenaires sociaux, pour *"valoriser"* leur politique dans sa globalité, en mettant en avant les avantages qu'elles donnent et notamment ceux qui sont trop souvent considérés comme des acquis irrévocables.

Toute l'actualité sociale d'EPSY est disponible sur <http://www.etsy.com> ainsi que tous les liens dont vous avez besoin pour votre activité quotidienne.